

ÉDUCATION EN SITUATIONS DE CRISE ET D'URGENCE

Illustrations programmatiques et ressources issues des « Champions de l'Éducation »

Afin d'approfondir leurs expertises sur la thématique de l'Éducation en situations de crise et d'urgence (ESCU), la Coalition Éducation, ses membres et ses partenaires, y ont dédié le cycle 2023-2024 des « Champions de l'Éducation ».

Depuis leur lancement en 2018, les « Champions de l'Éducation », co-organisés par l'Agence Française de Développement (AFD) et la Coalition Éducation, ont pour objectif d'encourager la coopération ainsi que de faciliter l'échange de pratiques et de recommandations opérationnelles sur les enjeux de l'éducation dans les pays partenaires afin de contribuer à renforcer les politiques et les programmes éducatifs. Le cycle 2023-2024 a ainsi permis de réfléchir aux enjeux de l'ESCU, d'identifier des pratiques inspirantes et de développer des recommandations étayées à l'intention des acteurs de la solidarité internationale, tant dans le domaine de l'humanitaire que du développement.

Cette démarche s'inscrit dans la stratégie 2023-2027 de la Coalition Éducation, qui fait de l'ESCU une priorité, avec pour objectifs :

- une meilleure priorisation de l'éducation comme un enjeu humanitaire dans la politique de solidarité internationale (éducation et humanitaire) ;
- des financements adéquats et de qualité pour l'éducation en situations de crise et d'urgence ;
- un renforcement des capacités des membres et partenaires à aborder, s'approprier ces enjeux et à porter un plaidoyer autour ;
- une évolution des mentalités pour systématiser le continuum éducation - protection - humanitaire - développement.

Cadrage

Qu'est ce que l'Éducation en Situations de Crise et d'Urgence ?

L'Éducation en situations de crise et d'urgence désigne les opportunités inclusives d'accès à un apprentissage pour tous les âges en situations de crise, incluant le développement de la petite enfance, l'éducation primaire, l'éducation secondaire, la formation non-formelle, technique, vocationnelle, l'éducation supérieure et adulte¹.

L'ESCU est un levier fondamental lors des crises, d'un événement ou d'une série d'événements interrompant l'année scolaire et constituant « une menace sérieuse à la santé, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendue² ». Les crises peuvent être d'origine naturelle ou humaine, prendre différentes formes telles que des catastrophes d'origine naturelle, des crises économiques, des conflits politiques, des déplacements forcés, des urgences de santé publique ou des troubles sociaux et évoluer selon des temporalités lentes ou rapides.

Dans le cadre de ces situations d'urgence, l'éducation est plus que le droit d'apprendre. Elle sauve des vies en offrant une protection physique, psychosociale et cognitive aux enfants et aux adolescent.e.s, leur permettant de se remettre des effets de la crise et de retrouver un sentiment de normalité. Les écoles et les autres espaces d'apprentissage sont le creuset de sociétés pacifiées, tolérantes et respectueuses des libertés de chacun.e. Ils constituent pour les garçons comme pour les filles des lieux sûrs contre les dangers liés à un environnement de crise tels que les violences, les mariages précoces ou forcés, le recrutement dans des groupes armés ou le crime organisé. Ils sont également le point d'accès à d'autres services essentiels tels que la protection, la nutrition, l'eau, l'assainissement, la santé, le soutien psychosocial.

Les réponses d'ESCU doivent intervenir le plus rapidement possible, dès le 1er jour. Elles doivent être sensibles aux conflits, être fondées sur une analyse de contexte complète, se doter d'une organisation précise basée sur des plans de contingence³, et elles nécessitent une adaptation continue des ONGs locales et internationales, des collaborations étroites entre les différents partenaires ainsi qu'une mobilisation rapide et flexible des bailleurs.

¹ <https://inee.org/fr/education-en-situations-urgence>

² Coalition humanitaire, « Qu'est-ce qu'une urgence humanitaire ? »

³ définition sensibilité au conflit: « La capacité d'une organisation à : 1) comprendre le contexte dans lequel elle intervient, 2) comprendre l'interaction entre son intervention et ce contexte et, 3) agir sur la base de cette compréhension afin de minimiser les impacts négatifs et de maximiser les impacts positifs sur le conflit ».

analyse de contexte: « Un processus structuré d'analyse permettant de comprendre un conflit (son contexte/histoire, les groupes impliqués, le point de vue de chaque groupe, l'identification des causes du conflit, etc.) »

Source: Save the Children, « Guide sur la sensibilité aux conflits: Une feuille de route pratique pour intégrer la sensibilité aux conflits dans la programmation » (2021)

Chiffres clés sur l'ESCU

L'éducation de qualité est un droit fondamental inscrit dans la Déclaration des Droits humains, dans la Convention Internationale relative aux droits de l'enfant, ainsi que dans de nombreuses conventions régionales ou nationales. Tout État, en tant que débiteur d'obligation, a donc pour obligation de garantir à tout le monde, femmes et hommes, filles et garçons, l'accès à une éducation de qualité, y compris en situations d'urgence et de crises.

Pourtant, les enfants vivant dans des pays affectés par des crises variées, notamment telles que les conflits et les catastrophes d'origine naturelle liées au changement climatique sont deux fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés comparé à ceux des pays stables dans un contexte mondial qui compte aujourd'hui plus de 224 millions ⁴ d'enfants en situations de crise et d'urgence ayant un besoin éducatif urgent. Parmi ces enfants :

72 millions

d'enfants ne sont pas scolarisés, dont 53% de filles⁵, en raison de situations d'urgence et de crises prolongées. Parmi eux, 17 % sont des enfants handicapés.

Dans 27 pays,

62 millions

d'enfants et d'adolescent.e.s touché.e.s par les chocs climatiques ont désespérément besoin d'un soutien à l'éducation⁶.

127 millions

d'enfants sont scolarisés mais n'ont pas le niveau minimal en lecture et mathématiques, dont 48% de filles⁶.

Environ

6000 attaques⁹

ont été signalées contre des élèves, des éducateur.rice.s, des écoles et des universités, y compris des cas recensés d'utilisation d'établissements éducatifs à des fins militaires. Les attaques contre l'éducation et l'utilisation à des fins militaires ont augmenté de près de 20 % en 2022 et 2023, par rapport aux deux années précédentes¹⁰.

25 millions

seulement sont scolarisés et maîtrisent les compétences minimales en lecture et mathématiques⁷.

⁴ [Education Cannot Wait, June 2023](#)

⁵ [Education Cannot Wait, June 2023](#)

⁶ [Education Cannot Wait, June 2023](#)

⁷ [Education Cannot Wait, June 2023](#)

⁸ [Education Cannot Wait, Novembre 2023](#)

⁹ [UNESCO, septembre 2024](#)

¹⁰ [GCCPEA, Education under attack, 2024, résumé exécutif](#)

Dans au moins

37 pays

l'éducation fait l'objet d'attaques répétées par les forces de sécurité de l'État et les groupes armés non étatiques¹¹.

Environ la moitié des enfants non scolarisé.e.s dans les situations d'urgence, soit quelque

36 millions

vivent dans huit pays seulement : Éthiopie, Pakistan, Afghanistan, Soudan, République démocratique du Congo, Myanmar, Mali et Nigeria¹².

Près de la moitié des enfants réfugié.e.s (48 %) ne sont pas scolarisé.e.s. Les taux bruts de scolarisation des enfants réfugié.e.s pour l'année scolaire 2020-2021 s'élevaient à

42 % pour le préscolaire

68 % pour le primaire et

37 % pour le secondaire¹³

Bien que le financement de l'Éducation en situations de crise et d'urgence ait augmenté au cours de la dernière décennie, il ne suit pas la croissance rapide des besoins financiers. Avec seulement 3 % du financement du secteur humanitaire dans le monde alloué à l'éducation en 2021, l'ESCU est encore trop souvent négligée et peu considérée comme un besoin vital¹⁴. Le financement humanitaire global pour l'éducation a ainsi baissé pour la première fois depuis plus de dix ans, passant de 1,2 milliard de dollars en 2022 à 1,17 milliard de dollars en 2023 soit une baisse de 3%¹⁵. Les récentes annonces par certains pays donateurs de l'arrêt ou de la suspension des financements dans certains pays du Sahel laissent présager de nouveaux reculs pour la population en matière d'accès aux services essentiels, notamment à l'éducation.

¹¹ [Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence.](#)

¹² [Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence](#)

¹³ [UNHCR's Global Trends report 2022](#)

¹⁴ [Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence](#)

¹⁵ <https://www.educationcannotwait.org/annual-report-2023>

Illustrations programmatiques

Le 3 octobre 2023 s'est tenu le [webinaire de lancement](#) de la saison 2023/2024 des Champions de l'Éducation, dédiée à l'ESCU. Cet échange, le premier d'une série de quatre sessions, a permis d'élaborer une réflexion collective sur les enjeux et la définition de l'ESCU, ainsi que sur les axes des prochaines réunions et les potentiels livrables.

Les interventions des représentant.e.s du MEAE ainsi que de l'[INEE](#), consacrées respectivement à l'évolution du positionnement du ministère sur ces sujets et à une introduction aux problématiques de l'ESCU, ont donné lieu à un débat participatif.

Les thématiques retenues pour les sessions ont été les suivantes :

1. le nexus humanitaire-développement avec un accent particulier sur la coordination multi-acteurs
2. les mécanismes pour assurer la continuité éducative en contexte de crise.

I. Réflexion autour des enjeux de la thématique du nexus humanitaire-développement avec un focus sur la coordination multi-acteurs

Le 12 décembre 2023 s'est tenue la deuxième session des [Champions de l'Éducation](#) de la saison 2023-24, qui portait sur la thématique du nexus avec un focus sur la coordination multi-acteurs dans l'éducation en situations de crise et d'urgence. Lors de cette session, l'INEE a notamment fait un cadrage sur le nexus, illustré par des expériences de ses membres, issus du Cameroun et du Burkina Faso.

Cadrage sur le nexus et exemples au Cameroun et au Burkina Faso

Le nexus est une réflexion née dans les années 1980, d'abord centrée sur le lien entre les actions d'urgence et de développement puis, dans les années 1990 elle se concentre aussi sur la notion de peacebuilding. Dans le contexte actuel, l'utilisation la plus courante du terme nexus est associée à l'assistance internationale et renvoie à une cohérence souhaitée entre trois secteurs : humanitaire, développement et paix. L'OCDE/CAD définit le Triple Nexus comme « le renforcement de la collaboration, de la cohérence et de la complémentarité entre les actions humanitaires, de développement et de paix ». Ainsi, le nexus n'est ni un programme, ni un projet mais une approche où toutes les parties prenantes sont incluses (à noter que ce n'est pas une approche des Nations unies).

Dans cette approche, l'aide humanitaire, le développement et la construction de la paix ne peuvent plus être implémentés de manière séquentielle (ou séparées), mais doivent être poursuivis de concert. Le triple nexus offre une réponse holistique à des besoins profonds exprimés par les populations et facilite ainsi la mise en place de projets intégrés multi-piliers.

Le nexus Humanitaire Développement Paix (HDP) en éducation est la porte d'entrée pour un meilleur cadre intégrant l'éducation dans les paquets d'interventions. Par exemple, cela permet une programmation conjointe entre les acteurs de l'Éducation et ceux de la Protection.

Au Cameroun par exemple, les centres PEA (Programme d'Éducation Accélérée) intègrent les aspects de l'Humanitaire (prise en charge psychosociale), Développement (apprentissage dans la durée de 3 ans) et Paix & Cohésion sociale (Enfants communautés hôtes, personnes déplacées internes, réfugiés, retournés).

Le Nexus HDP permet plusieurs opportunités :

- Il offre une réponse holistique à des besoins profonds exprimés par les populations et facilite la mise en place de projets intégrés multi-piliers.
- L'engagement sur la paix permet d'élargir le champ de solutions durables.
- Les ONGs humanitaires ont l'opportunité d'interagir et d'influencer de nouveaux acteurs.
- Le triple nexus génère de nouvelles opportunités de financements.

Cependant, la mise en place du Nexus HDP fait aussi face à de nombreux défis : budgétaires (manque de ressources financières et notamment pour l'organisation de certaines activités de coordination, faibles capacités de certaines communes, etc).

Le Cameroun est l'un des premiers pays à s'être porté volontaire pour construire une approche nexus. Dès 2017, un groupe de travail a commencé à réfléchir sur le Nexus Humanitaire Développement (HD) puis, l'approche Nexus HDP a été endossée par l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) et l'Équipe Pays des Nations-Unies (octobre 2019). Ensuite, un groupe de travail national HDP Nexus et de la Task Force au niveau régional (Extrême-Nord) ont été mis en place (2019). Au Cameroun, le Nexus est basé au niveau des municipalités (communes) pour mieux répondre aux besoins des populations vulnérables dans la localité. La commune en tant qu'unité administrative a donc été retenue comme zone de convergence.

La stratégie d'opérationnalisation de l'approche comporte quatre étapes principales :

1. Élaboration d'une Feuille de route pour la mise en œuvre du nexus HDP au Cameroun (Novembre 2021) ;
2. Définition des résultats collectifs (Primaires et Secondaires) autour de trois piliers (Pilier 1 : Protection, cohésion sociale, gouvernance locale/Pilier 2 : Services sociaux de base/Pilier 3 : Moyens d'existence durables et opportunités économiques) ;
3. Élaboration d'un document cadre d'analyse stratégique intitulé «La voie vers les résultats collectifs HDP au Cameroun» en avril 2022 ;
4. Développement, validation et mise en œuvre du Plan d'action.

[Présentation](#) par l'INEE et Plan International Cameroun (Bana Barka, point focal pays INEE au Cameroun et Kiye Dendi, Emergency Response Manager chez Plan International Cameroun)

Le **Burkina Faso** est confronté à une crise sécuritaire depuis 2015:

- 2,06 M de personnes déplacées internes en mars 2023
- 4,7 M de personnes dans le besoin, dont 89 K au seuil 5 de sévérité (HNO 2023)
- 3,5 M de personnes en insécurité alimentaire (HNO 2023)
- 3,1 M de personnes ciblées (HRP 2023)
- 61% de Gap de financement, (HRP 2022)
- 5 723 écoles fermées (22%) en octobre 2023

En 2020, après la déclaration de l'état d'urgence, le **Cluster éducation** a été activé. Il est présidé par le Secrétariat Technique-ESU du Ministère de l'Éducation nationale et il y a deux agences leads (Save The Children International et UNICEF). Il existe un cluster national basé à Ouagadougou et 6 clusters sous nationaux. Le Cluster compte 108 membres (8%UN, 37% ONG-I, 32% ONG-L/N) et a pour fonction de faciliter la prise de décision, de faire le suivi/évaluation, de contribuer au plaidoyer, à l'élaboration des stratégies, au renforcement des capacités et de veiller à la redevabilité.



L'opérationnalisation du nexus à travers l'exemple du Cluster éducation:

- Intégration du Cluster éducation de façon transversale dans tous les groupes thématiques du cadre partenarial
- Participation du Cluster éducation à la Pérestroïka technique
- Élaboration du Plan Pluriannuel de Résilience (PPR) de Education Cannot Wait par l'approche nexus (analyse, conception et suivi communs)

- Élaboration commune de stratégie (notamment de la feuille de route pour l'opérationnalisation du nexus dans le secteur de l'éducation en 2022)
- Élaboration commune de la stratégie du cluster
- Élaboration commune du recueil de contes des enfants pour le plaidoyer en faveur de la sécurité dans les écoles à la conférence internationale d'Abuja

Quels sont les **messages clés et recommandations** à retenir:

- 0 enfants sur 114 613 touchés par les chocs soudains (réponse rapide);
- Seulement 1/5 des enfants 888 000 enfants affectés par les fermetures auront accès à l'éducation
- Multiplier le financement d'aide d'urgence pour combler l'inquiétant gap financier (87% au niveau de l'éducation en septembre 2023) et des nouvelles peu rassurantes pour le futur
- Soutenir plus de financements
- Augmenter les financements nexus pour compléter les financements humanitaires afin de renforcer la résilience et accès durable aux services.
- Plaider pour un environnement opérationnel propice

Présentation par Save The Children International (Issoufou Ouedraogo, Senior education manager)

Exemple d'une approche multi-acteurs au Burkina Faso

Le projet Pour une Petite Enfance Épanouie (PPEE) mis en place par ASMAE au Burkina Faso vise à renforcer et à harmoniser la qualité des interventions d'éducation et de protection ciblant les filles et les garçons âgés de 18 mois à 6 ans, grâce à la diffusion et à l'utilisation de l'imagier « Yam Wekré », dans les structures éducatives et dans les espaces communautaires. Ce projet intervient dans deux domaines :

- l'éducation à travers la formation des acteurs d'éducation, l'animation de clubs de lecture, d'activités d'éveil, la diffusion et l'utilisation de l'imagier « Yam Wekré » dans toutes les structures d'éducation et de protection de la petite enfance
- la protection axée sur l'intervention précoce en milieu communautaire.

Ce projet prône une approche holistique visant à répondre aux différents besoins des jeunes enfants (éducation, protection, santé et nutrition) par l'amélioration des apprentissages, mais aussi du bien-être psychosocial et de la résilience des enfants ainsi qu'une approche partenariale basée sur la synergie des acteurs : continuum Institution - OSC - Communautés.

Le projet repose sur une stratégie de faire-faire avec un transfert des compétences aux différentes institutions, au niveau communautaire et au niveau des ONG partenaires. Ainsi, auprès de chaque acteurs étatiques, la formation se fait en cascade jusqu'à la base. Il y a ainsi une forte coordination entre ASMAE, les services étatiques en charge de l'éducation, ceux en charge de l'action sociale, les organisations à base communautaire avec ancrage local et l'ONG Terre des Hommes/Lausanne.



Cela permet une complémentarité et une synergie d'actions entre les différents acteur.rice.s notamment entre ceux du développement et ceux de l'humanitaire : le cadre d'échange sous forme de comité de pilotage mis en place au sein du projet permet de décroisser les interventions grâce notamment à des ateliers de partages des données, à la diffusion d'outils et au partage d'expériences et d'expertises. ASMAE est également intégré dans les clusters (protection, éducation).

Dans le cadre du projet, la coordination multi-acteurs permet :

- de lutter contre la duplication des efforts et de renforcer la complémentarité des actions ainsi que la mutualisation des ressources ;
- de partager les responsabilités et la couverture géographique (mieux analyser les géographies pour répondre aux plus près aux besoins) ;
- de renforcer le plaidoyer en faveur de l'ESCU ;
- de renforcer le soutien au gouvernement : appui au niveau de l'État pour le continuum éducatif entre le préscolaire et le primaire ;
- standardisation des approches, des outils et de la mise en œuvre des actions.

Il reste, cependant, de nombreux enjeux et défis pour que cette coordination fonctionne : à savoir notamment la formalisation et l'harmonisation des pratiques pédagogiques pour être plus efficace ; la réduction de la diversité des outils et matériels pédagogiques ; la participation effective des acteurs ONG aux MER et aux ateliers de partage (conflits de calendriers, difficulté de participation) ; la coordination et la concertation des acteurs du nexus Humanitaire-Développement-Paix au plan national ainsi que la création d'un véritable continuum éducatif entre le préscolaire et le primaire en ESCU.

Présentation par ASMAE (Saleymata Gadiaga, Responsable Projets Partenariats au Burkina Faso)

La coordination multi-acteurs : l'exemple du Ministère de l'Éducation Nationale de la France dans le cadre de l'accueil des réfugié.e.s ukrainien.ne.s

Les ministères de l'éducation, que ce soit leurs services centraux ou déconcentrés, jouent un rôle essentiel en contextes de crise. Ils sont pleinement impliqués dans l'accompagnement dont les enseignant.e.s, les parents d'élèves et les élèves bénéficient.

L'exemple le plus représentatif au niveau du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) en France est l'accueil des réfugié.e.s ukrainien.ne.s : accueil mis en place par les services centraux et déconcentrés notamment au niveau des académies. Une cellule de coordination a ainsi été mise en place.

Par ailleurs, la France faisant partie de l'Union Européenne, l'accueil des réfugié.e.s ukrainien.ne.s s'est fait en étroite collaboration avec les 27 pays membres. En France, 21 000 enfants ont été accueillis dans le système éducatif dont 53% en école primaire. Le souci principal relève de la continuité pédagogique avec un point d'attention sur le maintien du lien avec le système éducatif d'origine : le MEN français est donc en lien en permanence avec le MEN ukrainien afin qu'il y ait un maintien du suivi des programmes ukrainiens. Cela passe notamment par le recrutement d'une centaine d'enseignant.e.s ukrainien.ne.s par les académies françaises. Ces enseignant.e.s sont à la fois actif.ve.s auprès des élèves mais ils.elles peuvent aussi être force de médiation auprès des familles ukrainiennes réfugiées en France. Pour que l'accueil fonctionne, le facteur majeur est la formation des enseignant.e.s : 8000 ont ainsi été formé.e.s en France sur la préparation à l'accueil d'enfants venant d'une zone de conflit telle quelle soit (avec tous les traumatismes que cela engendre), sur la capacité à faire classe en intégrant ces enfants, sur la capacité à repérer les signes d'alerte et à connaître les relais à enclencher avec le système de soins (notamment par exemple au niveau de la santé mentale avec la mise en place d'un nouveau cadre de formation sur ce sujet pour les enseignant.e.s.).

Il est également important pour les ministères de l'éducation de s'inscrire dans le nexus Humanitaire-Développement-Paix.

Intervention de la Délégation aux relations européennes et internationales et à la coopération (DREIC) du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) (Emmanuel Bailles, Chargé de la coopération avec l'Afrique)

II. Quels mécanismes sont nécessaires et/ou pertinents pour assurer une continuité éducative optimale en contextes de crise ?

La [troisième session des Champions](#) - qui s'est tenue le 21 mars 2024 de 11h à 12h30 en ligne - a permis de réfléchir aux enjeux de la continuité éducative en contexte de crise à travers la présentation de mécanismes nécessaires et/ou pertinents permettant d'assurer une continuité éducative optimale en contexte de crise.

A. Une réponse multisectorielle nécessaire

Les enjeux de l'inclusion dans l'éducation en situations de crise

Le nouveau rapport **Inclure en toutes circonstances, Une éducation sans interruption pour les enfants handicapés avant, pendant et après une crise** d'Handicap International/Humanité & Inclusion s'appuie sur des études de cas, des témoignages et 32 informateurs clés. Il rappelle que 17% des 72 millions d'enfants non scolarisés sont des enfants en situation de handicap. Par ailleurs, il décrit la multiplicité des barrières pour ces enfants et les effets démultiplicateurs des crises sur leur éducation et leurs besoins sous-jacents qui augmentent en cas de crises et nécessitent une collaboration intersectorielle. Le rapport illustre la manière dont les systèmes éducatifs doivent devenir plus inclusifs et plus résilients pour faire face aux crises. Il appelle les parties prenantes à garantir i) l'accès à l'éducation et la continuité des apprentissages des enfants handicapés - sans interruption, avant, pendant et après une crise - à travers notamment une réponse multisectorielle ii) la continuité de l'enseignement avec un soutien au corps enseignant en leur offrant une formation continue et un accompagnement à l'éducation inclusive en cas de crise ainsi que iii) la continuité des financements et le renforcement du nexus urgence-développement.

[Présentation](#) par Handicap International/Humanité & Inclusion (Sandrine Bohan Jacquot, Spécialiste globale éducation inclusive en urgence)

B. Une inclusion équitable et durable

L'importance de renforcer l'accès à une éducation sûre et de qualité pour les enfants réfugiés : l'exemple de Save The Children Mauritanie

En **Mauritanie**, notamment dans la région de Bassikounou, face à l'afflux massif de réfugiés et demandeurs d'asile maliens fuyant des conditions sécuritaires dramatiques, le camp de Mbéra a vite été saturé. Les nouveaux arrivants ont ainsi été installés hors camp dans les communautés hôtes. Pour résoudre les nombreux défis éducatifs (décrochage scolaire d'enfants réfugiés de cinq à quinze ans observés ; un.e enseignant.e pour soixante élèves ; cinq élèves par table-banc ; difficulté d'enregistrement des enfants scolarisables hors-camp), Save The Children Mauritanie met en place un projet pour **Améliorer l'accès à l'éducation, la rétention et la réussite scolaire (axe 1) et Promouvoir une éducation de qualité et sûre, approche « Écoles Sûres » inclusive, sensible au genre et protectrice** (axe 2).

L'axe 1 passe par l'appui à la scolarisation primaire notamment par le soutien à l'obtention d'actes de naissance et l'inscription/la réhabilitation et l'équipement des écoles/la distribution de kits de dignité durable aux filles/la sensibilisation sur l'importance de l'éducation notamment pour les filles et les personnes en situations de handicaps (visites de porte à porte dans les communautés) mais aussi par la mise en place de Classes des Grands (permettant aux enfants ayant un âge un peu avancé et qui se sentent en difficulté d'être en classe avec des enfants plus petits pour pouvoir mieux suivre le cursus scolaire)/de soutien scolaire/des cours en arabe pour faciliter l'inclusion des enfants maliens dans le système éducatif mauritanien/ la mise en place d'espaces de lecture communautaires pour maintenir les enfants au contact des livres, du calcul afin d'améliorer leurs compétences/la visite à domicile pour assurer le suivi des enfants les plus à risque d'abandon scolaire.

L'axe 2 se concentre sur le renforcement de capacités des enseignant.e.s sur l'approche « École Sûre » (discipline positive, pédagogie sensible au genre, pédagogie Inclusive, protection et santé socio-émotionnelle), l'implémentation des « girl-friendly spaces » et de mesures de protection de l'enfance : mécanismes de plainte au niveau scolaire et appui à la prise en charge des victimes de violence dans le milieu scolaire et communautaire hors camp.

La **participation de la communauté éducative** est un aspect essentiel du projet : elle passe par le renforcement de capacités des comités de gestion des écoles et des associations des parents d'élèves ainsi que par la mise en place et l'accompagnement des clubs des mères éducatives. L'un des aspects essentiels du projet est également la collaboration et l'ancrage institutionnel notamment à travers l'Inspection départementale de l'Éducation Nationale qui supervise les enseignant.e.s.

[Présentation](#) par Save The Children Mauritanie (Abou Sanogo Pongathie, Programme Manager)

C. L'intégration de la gestion des risques et des catastrophes en milieu scolaire pour assurer la continuité éducative

Renforcer la résilience des communautés et des écoles face aux crises : l'exemple d'un projet en consortium mené à Madagascar par le Secours Islamique France

À Madagascar, le Secours Islamique France a mené un projet en consortium financé par ECHO afin de renforcer la résilience des communautés et des écoles face aux crises. Le projet a mis en place une approche inclusive, multirisques sensible au genre et à l'âge dans les zones urbaines et rurales des régions d'Atsimo-Andrefana et dans la capitale Antananarivo. Le but fut d'accompagner le système éducatif pour mieux se préparer et répondre aux crises, pour faciliter le relèvement et permettre la continuité éducative.

Des stratégies « Gestion des risques et catastrophes » (GRC) ont été mises en place dans les écoles : des comités GRC (composés de professeur.e.s, d'élèves et de parents) ont été constitués pour construire des plans de contingence (activités à mettre en place avant/pendant/après les crises) adaptés aux différents aléas : crise sécuritaire, cyclone, sécheresse, etc.

Le SIF a appuyé ces comités dans la construction des plans avec, en parallèle, des formations aux premiers secours, des exercices de simulation, la sensibilisation des communautés à la GRC notamment à travers les Clubs des enfants (qui agissent plus largement sur la promotion des droits de l'enfant), la dotation de kits scolaires et d'hygiène, le prépositionnement de « tentes-écoles » (espaces temporaires d'apprentissage si les écoles sont inondées ou occupées par les sinistrés), ainsi que la réhabilitation des écoles après la crise si besoin.

Tout ceci se fait en étroite coordination avec les autorités : les plans de contingence ont été validés par le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC). La définition et l'évaluation des besoins, le financement des plans de contingence des écoles se font également en lien avec le Ministère de l'Éducation Nationale. Les plus gros défis restent l'absence d'un système de communication de données harmonisé (fréquence différente de mise à jour des données au niveau national et local ou entre partenaires) et surtout le manque de financements : seulement 35% des écoles pouvaient inclure dans leur budget annuel la réalisation d'activités de prévention/préparation liées à la GRC et les autorités n'ont pas les financements suffisants pour répondre aux besoins remontés par les écoles via les protocoles d'évaluation des dégâts.

[Présentation](#) par Secours Islamique France (Laura Le Floch, Responsable adjointe du plaidoyer)

ECOLE NATIONALE EDOUARD CAVÉ



D. L'école comme vecteur de cohésion sociale

L'école, vecteur de changement social et ferment de résilience face aux multiples crises : le cas de Solidarité Laïque Haïti

En Haïti, pour Solidarité Laïque, l'école est un vecteur de changement social et un ferment de résilience face aux multiples crises. SL a ainsi développé deux programmes d'intervention autour de 3 axes.

- 1) le **développement et l'embellissement des infrastructures scolaires dans les zones enclavées** pour mettre en place la cohésion sociale à travers l'école : cela passe par l'implication communautaire (associations de femmes, les églises, les conseils communaux, etc), l'utilisation de matériaux locaux (l'économie sociale et solidaire locale est ainsi renforcée), l'électrification (bénéfique à tout le monde hors des heures de classes) et l'emploi d'une main d'oeuvre locale. Cela place ainsi l'école au centre de la communauté.
- 2) **l'amélioration de la qualité des enseignements et le soutien à la résilience des acteurs** à travers une formation des enseignant.e.s avec l'INEE sur les normes minimales en ESU, la formation des cuisinier.e en santé nutritionnelle, une formation en gestion des risques pour les enfants et les enseignant.e.s ainsi que par l'équipement des écoles en kits de premier secours. Chaque école dispose d'un.e animateur.ice qui sert de pont entre l'école et SL/partenaires. Un camp d'appui psychosocial est également mis en place pour appuyer les enfants, parents et enseignant.e.s. L'INEE a également proposé une formation sur l'éducation sensible au conflit (travail sur la résilience et la cohésion sociale). Le besoin de développer des codes de conduites sur la non-violence notamment (trop d'utilisation de châtimts corporels dans les écoles) a ainsi été relevé par les formateurs. L'idée étant que la sensibilisation des parents viennent de l'école. Le Ministère de l'Éducation nationale haïtien travaille désormais sur des codes de conduites à destination de toutes les écoles.
- 3) le **renforcement de la gouvernance de l'école** avec l'instauration de conseils d'écoles élargis: espaces pluri acteur.ice.s représentant la communauté (représentant.e.s des élèves, des parents, du corps professoral et de toutes les confessions de la communauté (protestants, vaudouistes, catholiques, etc) et le développement d'outils pour encadrer le bon fonctionnement de l'école. Ces conseils élargis participent à la gestion de la construction des écoles, gèrent les formations et reçoivent des fonds pour mettre en place des projets, ils assurent également la maintenance des infrastructures scolaires et autres centres.

Présentation par Solidarité Laïque (Junior Mercier, Directeur Solidarité Laïque Caraïbes)



E. La promotion de modèles d'apprentissages alternatifs efficaces

L'approche Stratégie de Scolarisation Accélérée / Passerelle (SSA/P)

L'approche **Stratégie de Scolarisation Accélérée / Passerelle (SSA/P)** est une initiative de la **Fondation Stromme**, mise en œuvre notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso, datant des années 2000 et initialement dénommée « passerelle ». Cette formule éducative accélérée permet aux enfants de 9 à 12 ans non scolarisés ou déscolarisés précoces d'être transférés en quatrième année (CE2) de l'école primaire. Étalaé sur 9 mois d'apprentissage (standard), cette formule condense des programmes des classes de CP1, CP2 et CE1 de l'école primaire, en langue nationale (deux mois) et français (sept mois) afin d'assurer une mise à niveau des élèves. Les apprentissages débutent dans la langue nationale maîtrisée par l'apprenant.e. L'apprentissage de la lecture, du calcul et de l'écriture se fait dans la langue nationale. Ensuite, on se sert des acquis de la langue pour amorcer la phase d'enseignement du français.

Plan International déploie notamment cette formule au Burkina Faso à travers son **projet B.A.S.E.** La réussite du projet passe par la révision d'un curriculum condensé plus adapté aux situations de crise, l'implication des communautés via la mise en place de comités de gestion (COGES), une forte collaboration avec les services techniques de l'éducation (services techniques déconcentrés du ministère en charge de l'éducation - points focaux SSAP) y compris au niveau local (chefs de circonscription d'éducation de base) ainsi que la mise en place de formations complémentaires sur l'approche Safe School, leurs rôles et leurs responsabilités en matière de gestion scolaire, inclusive, sensible au genre et au conflit ainsi que la prévention de la COVID-19.

[Présentation](#) par Plan International France (Jennifer Olivier, Responsable des programmes humanitaires)

Liste des ressources :

Coalition Éducation

-Fiche thématique: [Éducation en situations d'urgence](#), 2022

Comité international de la Croix-Rouge (ICRC)

-Workshop report: [The role of humanitarian actors in safeguarding access to education](#), 2019

-[Stratégie 2021-2026 relative à l'accès à l'éducation](#), septembre 2021

-Report [Protecting and ensuring safe access to education: The ICRC's experience and approach in armed conflict and other situations of violence](#), february 2024

Croix-Rouge et Croissant-Rouge

-L'approche du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en matière d'éducation [Une éducation de qualité accessible à tous, tout au long de la vie – Vers des communautés et des systèmes éducatifs plus sûrs, inclusifs et résilients](#), 2022

Education Cannot Wait

-Note de plaidoyer: [Fermetures d'écoles sans précédent en Afrique de l'Ouest et Centrale: un avenir compromis pour des millions d'enfants](#).

Geneva Global Hub for Education in Emergencies

-Rapport: [Leveraging Education in Emergencies for Climate Action No time to lose: Commit to resilience and learning now](#), novembre 2023

-[Déclaration des membres du Hub mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence](#), 2024

-[Unlocking Futures – seven key insights on financing for education in emergencies](#), 2024

Global Alliance for Disaster Risk Reduction & Resilience in the Education Sector

-[Cadre global pour la sécurité scolaire 2022-2030 \(site web\)](#)

Global Coalition to Protect Education from Attack

-[Safe Schools Declaration](#), 2015

- [Lignes directrices pour protéger les écoles et les universités contre toute utilisation militaire pendant un conflit armé](#), 2014

- Éducation prise pour cible, 2024 ([résumé exécutif en FR](#), [rapport complet en ENG](#))

Global Partnership for Education

-[Vers des systèmes éducatifs intégrant le climat, un cadre d'actions en 7 dimensions](#)

Handicap International/Humanité & Inclusion

-Rapport: [Inclure en toutes circonstances, Une éducation sans interruption pour les enfants handicapés avant, pendant et après une crise](#), 2023

-[Policy Brief The real lives behind the data: Children with disabilities in education across Egypt, Jordan, Lebanon and the occupied Palestinian territory](#), 2022

INEE

-[Normes minimales pour l'éducation: Préparation, interventions, relèvement](#), 2010 (2ème réédition)

-Note politique: [Se centrer sur l'apprenant pour une plus grande transformation](#), 2023

-Note politique: [Promouvoir l'éducation et la protection de la petite enfance en situations d'urgence sensibles au climat](#), 2023

-[Disability-inclusive Education in Emergencies: Key concepts, approaches, and principles for practice](#), 2023

-[Kit Genre-ESU](#), 2022

OCHA

[Global Humanitarian Overview 2024](#)

Save The Children

-[L'approche Safe schools, voir également, Safe Schools 2.0 Toolkit, 2024.](#)

-[Education in Emergencies Toolkit](#), décembre 2017

-Etude de cas: [Éducation en situations d'urgence, L'approche dès le 1er jour \(Une analyse des enseignements tirés suite au test de l'approche de l'ESU dès le 1er jour dans 3 pays pilotes Colombie, Pakistan et Somalie\)](#), Novembre 2022; Présentation résumée de l'Approche dès le 1er jour, 2024: Education in Emergencies Day 1: Technical and Operational Preparedness for Rapid Response

-Policy brief: [Education in emergency situations: Guarantee the basic right to education especially in times of crisis and conflict](#), October 2023

Solidarité Laïque

-Rapport final: [Évaluation finale des programmes collectifs d'amélioration de la qualité de l'éducation en Haïti « École, vecteur de changement social en Haïti » et « École, ferment de résilience face aux crises en Haïti »](#), octobre 2023

UNESCO

[IDA/IDDC/GCE Transforming Education for Disability Inclusion: A Call to Action for All Children](#), 2022

[250 millions d'enfants non scolarisés : ce qu'il faut savoir sur les dernières données de l'UNESCO en matière d'éducation](#), 2023

UNICEF

[Comprendre l'impact des conflits sur les enfants - UNICEF](#), 2023

UNHCR

-[Pourquoi est-il important de répondre aux besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial \(SMSPS\)?](#), 2023

-Policy briefing: [The global costs and benefits of mental health and psychosocial support interventions in education settings across the Humanitarian-Development Nexus](#), 2023

-[Seen, Counted, Included: Using data to shed light on the well-being of children with disabilities, 2022](#) [Seen, Counted, Included: Using data to shed light on the well-being of children with disabilities - UNICEF DATA](#)

Washington Group Question

[New tool: Child Functional Module - Teacher Version](#)

Liens vers les webinaires

[«L'éducation en situations de crise et d'urgence» \(session 1\)](#) - octobre 2023

[« La coordination multi-acteurs dans l'éducation en situations de crise » \(session 2\)](#) - décembre 2023

[«La continuité éducative en contexte de crises» \(session 3\)](#) - mars 2024

[«L'éducation en situations de crise et d'urgence» \(session 4\)](#) - juillet 2024

Livrable réalisée avec la contribution de :

AIROLDI Jeanne - ASMAE Association Sœur Emmanuelle

BAILLES Emmanuel - MENJ/DREIC

BARKA Bana - INEE Cameroun

BENKETAF Marie - PARTAGE avec les enfants du monde

BOHAN-JACQUOT Sandrine - Handicap International/Humanité & Développement

CLEMENT Louise- Coalition Éducation

DENDI Kiye - Plan International Cameroun

GADIAGA Saleymata - ASMAE Association Sœur Emmanuelle

LE FLOCH Laura - Secours Islamique France

MALEK-BAKOUICHE Farah - Save The Children France

MARCHOIS Emeline - INEE

MARTIN Vanessa- Action Education

MERCIER Junior - Solidarité Laïque

OLIVIER Jennifer - Plan International France

PERROT Michelle - Plan International France

RAMBAUD Léa - Coalition Éducation

RODRIGUEZ Almudena - Save the Children Espagne

SANOGO PONGATHIE Abou - Save The Children Mauritanie



Cette publication est une publication indépendante de la Coalition Éducation soutenue par l'Agence Française de Développement.

communication@coalition-education.fr
www.coalition-education.fr
53 BD de Charonne, 75011 Paris

Facebook Coalition Education
Twitter CoalEducation
LinkedIn Coalition Éducation